



Blantyre, Malawi - Si la Grande-Bretagne est le plus grand bailleur du Malawi, ce ne n'est pas une raison pour son représentant d'insulter ce pays, a estimé le président Bingu wa Mutharika pour justifier la décision controversée de son gouvernement d'expulser le Haut-Commissaire britannique. 'Nous ne pouvons accepter que quelqu'un, juste parce que son pays nous donne de l'argent, vienne sur place et commence à insulter le gouvernement et à m'insulter, moi, votre dirigeant', a-t-il indiqué lors d'un rassemblement public organisé dans le district nord de Mzimba. 'Si quelqu'un m'insulte, il vous insulte également, car c'est vous qui m'avez élu président', a-t-il ajouté, s'adressant à ses compatriotes.

Le Haut-Commissaire de Grande-Bretagne, Cochrane-Dyett's, a été déclaré persona non grata sur la base d'un câble dans lequel le président Mutharika est traité d'autocrate, ne tolérant pas les critiques.

Par mesure de représailles, la Grande-Bretagne a expulsé la chargée des affaires malawite en Grande Bretagne, Flossie Gomile-Chidyaonga, dont l'invitation au mariage royal récent du prince William a été annulée.

C'est la première fois qu'un pays africain membre du Commonwealth expulse le représentant du gouvernement de la Reine.

Le secrétaire d'Etat britannique a averti que le geste du Malawi aura des 'conséquences' et a ordonné une revue des relations entre la Grande-Bretagne et le Malawi.

Cependant, le porte-parole de la présidence, Heatherwick Ntaba, a affirmé que le gouvernement du Malawi était surpris par la réaction de la Grande Bretagne, insistant sur le fait que Lilongwe s'attendait juste à ce que Londres remplace Cochrane-Dyett parce qu'il avait perdu la confiance du gouvernement malawite.

Dans ses propos tenus samedi, Mutharika a également insisté sur le fait que son gouvernement n'avait pas rompu ses liens avec la Grande Bretagne.

Les dirigeants ecclésiastiques, de l'opposition et de la société civile et d'autres commentateurs ont condamné l'administration du président Mutharika pour avoir expulsé l'ambassadeur britannique, craignant que cela ne déclenche des sanctions de la part de Londres.

Quarante pour cent du budget du Malawi dépend de l'aide provenant de bailleurs.

Pana 08/05/2011